

MARCHE DES CONTRACTUELS

Aujourd'hui destination Alger

Aujourd'hui, les enseignants contractuels, les «Marcheurs» de Béjaïa, pour reprendre la désignation populaire, qui ont entamé depuis dimanche passé leur marche vers Alger pour exiger leur intégration, sans condition, dans le corps d'enseignants permanents, franchiront, au niveau de Réghaïa, la limite administrative de la wilaya d'Alger. Ils comptent rejoindre la capitale dans la journée pour boucler leur longue marche nationale sur 4 wilayas.

A vue d'œil, le nombre des marcheurs s'agrandit de jour en jour. Hier, ils étaient en effet plus nombreux que la veille de leur arrivée à la wilaya de Bouira. A leur entrée dans la wilaya de Boumerdès, ces enseignants contestataires n'ont trouvé aucune écoute de la part des autorités. «Nous avons attendu la tombée de la nuit pour forcer les portes du lycée d'Aït Amrane et fournir un abri aux marcheurs.

Ce lycée appartient au secteur de l'éducation, donc aux enseignants. Par ailleurs, il y a lieu de saluer la solidarité de la population d'Aït Amrane qui a aidé les marcheurs en leur fournissant les dîners et les couvertures pour compléter l'apport de notre syndicat», nous a confié Benamara, le président du Bureau de la wilaya de Boumerdès du Cnapest.

Effectivement, les responsables des syndicats, particulièrement ceux du Cnapest, n'ont pas quitté leurs collègues. D'ailleurs c'est pratiquement eux qui fournissent la logistique et les indications sur l'itinéraire à prendre. Les contestataires de Ghardaïa sont arrivés quant à eux hier, à la mi-journée. Selon leurs responsables, des enseignants de 40 wilayas sont présents.

Les marcheurs ont le mental du premier jour. Toujours aussi alertes et pleins d'enthousiasme.

Il suffit d'écouter la panoplie de leurs chants et slogans pour s'en rendre compte. Les marcheurs ont pris le départ du lycée d'Aït Amrane, tôt le matin, pour rejoindre la ville de Boumerdès après un périple d'une vingtaine de kilomètres.

Arrivés à la ville de Boumerdès, ils ont observé religieusement une minute de silence à la mémoire des martyrs du pays après avoir chanté le premier refrain de «Kassamen». Ils se sont par la suite dirigés vers la Direction de l'éducation (DE) pour organiser un sit-in. Les portes de la DE étaient closes et un cordon de policiers y a été déployé.

Les marcheurs ont entamé leurs chants de contestation et de revendication. «Ikhouani la tensaou les enseignants victimes des décisions administratives.» Une traduction du fameux chant patriotique «Ikhouani la tensaou Echouhada».

«Assa Azeka El idmadj Yella Yella.» «Citoyens témoignez, c'est une marche pacifique menée d'une manière civilisée.» «La protestation est notre moyen, l'intégration est notre objectif.» «Bouteflika chouf chouf l'enseignant est marginalisé.»

D'autres slogans ont été également entendus. Certains ont pris la parole pour réitérer leur revendication.



Les enseignants des 40 wilayas sont présents.

Concernant les informations rapportées par certains médias au sujet des tractations sur ce dossier entre le département de Benghebrît et la Fonction publique, les marcheurs de Béjaïa restent fermes. «Nous voulons l'intégration sans condition. Nous sommes prêts à tous les sacrifices pour faire aboutir notre revendication qui est tout à fait légitime. S'il faut faire une grève de la faim, nous la ferons le temps nécessaire», disent-ils unanimement. D'ailleurs ils sont décidés à entamer ce «jeûne contestataire» là où les services de sécurité les empêcheraient de se diriger vers leur destination finale se trouvant dans la capitale.

L'État fait travailler illégalement des enseignants

Nous avons accosté un enseignant de Bordj-Bou-Arréidj pour nous expliquer une autre fois les

motifs de leur marche. Inimaginable, l'Etat algérien fait travailler illégalement ses administrés. «Je ne suis pas payé depuis 4 années. Je n'ai même pas droit à la sécurité sociale. Par ailleurs toutes les primes destinées aux enseignants ne sont pas attribuées aux contractuels dont certains ont la responsabilité des classes qui préparent le bac», dira-t-il.

Le même enseignant marcheur n'a pas manqué de dénoncer des médias proches du Pouvoir, connus pour leurs manipulations lorsqu'il s'agit de revendications qui dérangent les pouvoirs publics.

Il dira à ce propos : «Nous lançons un appel à certains partis et certains médias qui exploitent cette revendication et qui ne rapportent par la vérité. Nous, nous demandons l'intégration sans condition et ces médias nous ont fait dire que nous acceptons le décompte des années d'expé-

rience pour passer le concours. Ce qui est faux. Nous n'avons aucune relation avec la politique ni avec les partis politiques. Nous sommes des enseignants et notre revendication est celle des enseignants. Sans plus. Nous revendiquons l'intégration. Nous n'avons aucune autre revendication.»

D'ailleurs des marcheurs nous ont affirmé que les journalistes d'une chaîne de télévision privée ont été chassés et empêchés d'approcher le cortège.

Dans l'après-midi, le cortège a quitté les alentours de la Direction de l'éducation de la ville du chef-lieu de la wilaya pour se diriger vers la ville de Boudouaou, à une dizaine de kilomètres de Boumerdès, où les marcheurs passeront la nuit.

La ville de Réghaïa qui est dans le territoire de la wilaya d'Alger n'est qu'à environ 5 km de Boudouaou.

Abachi L.

LA FONCTION PUBLIQUE DONNE SON ACCORD POUR LA VALORISATION PROFESSIONNELLE

Pas d'intégration sans concours pour les contractuels

La Fonction publique refuse aux enseignants contractuels l'intégration sans concours. Elle a cependant donné son accord, hier, pour la valorisation des années d'expérience. Les enseignants contractuels vont bénéficier jusqu'à six points pour leurs années d'expérience à défaut d'un point pour chaque année. Les contractuels comptent, cependant, poursuivre leur marche vers la capitale. Un rassemblement est prévu aujourd'hui devant la Présidence.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La direction générale de la Fonction publique a donné son accord hier pour la valorisation des années d'expérience pour les enseignants contractuels dans le concours de recrutement de 28 000 enseignants. Ces derniers peuvent bénéficier d'un point pour chaque année enseignée. Au total, la Fonction publique accordera jusqu'à six points pour les années d'expérience.

Les enseignants contractuels ont, cependant, entamé une marche depuis samedi passé de

la ville de Béjaïa jusqu'à la capitale pour demander leur intégration. Mais la Fonction publique refuse de transgresser la réglementation. Selon ses services, le recrutement d'office n'existe pas et l'accès à un poste dans la Fonction publique passe par un concours.

Hier, une délégation du ministère de l'Education nationale est allée à la rencontre des enseignants contractuels, arrivés alors dans la ville de Boudouaou dans la wilaya de Boumerdès, pour leur annoncer la décision de la



Le département de Benghebrît s'attend à plus d'un million de candidats.

Fonction publique. Les marcheurs refusent cependant cette décision et comptent arriver

aujourd'hui dans la capitale pour un rassemblement devant la présidence de la République et la

chefferie de gouvernement pour exiger une intégration sans concours. Au total, le nombre des contractuels est de 25 115 enseignants dont 11 000 sont au primaire, 81 32 au moyen et 5 278 au secondaire, selon les chiffres du ministère de l'Education.

Le département de Nouria Benghebrît s'attend à plus d'un million de candidats pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants. Les inscriptions ayant débuté le 27 mars dernier seront clôturées le 14 avril prochain. Les candidats recevront leurs convocations le 20 avril prochain. Les épreuves écrites sont fixées pour le 30 avril et les résultats seront annoncés le 12 mai. Les épreuves orales sont prévues pour les 8 et 9 juin prochain et les résultats finaux seront disponibles sur le net à partir du 30 juin prochain.

S. A.